



SNUipp 05

L'école haut-alpine

Imprimé au siège de la section
CPP N° 0210 S 05506
Directeur de la publication :
Geoffroy CHEVALIER
Tél. : 04 92 53 45 28
Fax : 04 92 53 78 84
ISSN 1266-6548
Mensuel - Prix au N° 0,76 €

Sommaire	
Edito	p. 1
Actualités	p. 2
Bulletin d'adhésion	p. 3
Supplément : Apprendre, pas si simple !	

Dispensé de timbrage GAP C.T.C.

L'École Haut-Alpine
Bourse du Travail - Place Grenette
BP 42
05002 Gap Cedex
<http://05.snuipp.fr/>



Déposé le vendredi 29 août 2008

**Bonne rentrée à tous !
Bienvenue à tous les collègues qui arrivent dans le département.**

CAPD Informer et rassembler !

Journée nationale d'action dans l'Éducation le 11 septembre

Première journée d'action le 11 septembre.

La réunion des fédérations de l'éducation nationale qui s'est tenue le 26 août en fin d'après midi a rassemblé FSU, UNSA-Education, SGEN-CFDT, FERC-CGT, FO, SUD Éducation, FAEN ; étaient également présents des représentants de l'UNEF et de la Confédération Étudiante ; elle n'a pas donné lieu à un texte d'appel mais a abouti à de premières conclusions :

- les fédérations appellent à des mobilisations dès la rentrée et à une première journée d'action nationale le 11 septembre ;
- celle-ci prendra des formes diversifiées en fonction des situations locales ;
- elles ont convenu de travailler à la construction d'un mouvement unitaire pour la défense du service public d'éducation associant les parents et les jeunes ;
- elles rencontreront le 27 les organisations lycéennes et étudiantes, la FCPE, les mouvements pédagogiques et les associations complémentaires pour en débattre elles se reverront le 4 septembre pour discuter des suites.

Le réflexe Internet !

N'hésitez-pas à vous rendre régulièrement sur le site du SNUipp 05 pour des informations en temps réel.

Inscrivez-vous sur la liste de diffusion du SNUipp (sur le site).

Cette rentrée scolaire est marquée par de nombreux changements voulus par le gouvernement et mis en place dans la précipitation et hors de toute concertation. Aujourd'hui, le ministre de l'Éducation Nationale dit ne plus vouloir s'occuper de pédagogie et se cantonne à la logique de résultats. L'enjeu est important pour nous, syndicats et enseignants, de montrer que notre métier ne consiste pas bêtement à remplir des têtes mais bien d'accompagner l'élève, au travers des apprentissages, dans sa construction personnelle et collective afin de former les citoyens, les femmes et les hommes de demain. Évidemment, la seule logique qui guide aujourd'hui ce gouvernement est bien de réduire les coûts des services publics, de supprimer des postes, voire d'externaliser ou de privatiser certaines missions de service public. Nous n'avons pas à rougir des actions fortes menées l'an dernier dans le contexte que l'on connaît.

Il nous appartient en cette rentrée de relancer la mobilisation sous toutes ses formes, d'informer massivement les parents d'élèves et l'opinion publique sur les enjeux actuels de l'école. La journée d'action du 11 septembre doit être une étape forte de la construction d'un mouvement revendicatif puissant.

A cette fin, vous trouverez dans ce bulletin un 4 pages sur les programmes édités par 20 organisations syndicales, pédagogiques... Vous pourrez également trouver sur le site du SNUipp un modèle de lettre d'information aux parents à diffuser largement.

Bonne rentrée à tous !

Geoffroy CHEVALIER

L'école mise à mal

Un nombre sans précédent de fermetures de postes est annoncé par le Ministre de l'Éducation Nationale pour le budget 2009. La diminution du nombre d'enseignants concernerait essentiellement l'école et le collège.

Cette annonce est d'autant plus scandaleuse que les prévisions d'effectifs annoncent une hausse de 91 000 élèves entre 2005 et 2015 [1] dans les écoles maternelles et élémentaires. Ce n'est pas le saupoudrage des stages de remise à niveau pendant les

vacances ou les deux heures de soutien qui permettront de travailler à une meilleure réussite des élèves.

Depuis un an, le Ministre annonce l'ouverture de discussions sur la revalorisation des enseignants : à l'heure actuelle aucune discussion n'est engagée. La promesse de reverser aux enseignants 50% des économies réalisées constitue une véritable supercherie puisque l'essentiel des 320 000 enseignants des écoles n'en bénéficierait pas. Le rapport Pochard ne formulait aucune proposition pour les enseignants des écoles et les quelques mesures égrainées

dans la presse confirment que leur situation est totalement négligée et que les écarts, à même niveau de recrutement et de grille indiciaire, se creusent.

Le SNUipp rappelle qu'il exige sur l'ensemble de ces questions l'ouverture de véritables négociations. Il considère qu'une réaction forte et durable des personnels est indispensable. Il propose d'engager un plan d'action associant personnels, parents et associations dès la rentrée.

Paris, le 09 juillet 2008

[1] Revue « Education et formation » avril 2007

FORMATION des ENSEIGNANTS : DES PROJETS DANGEREUX

Le projet de réforme du recrutement des enseignants du premier et du second degré a été présenté au conseil des ministres. Ce projet mettrait en place un premier concours de recrutement des enseignants au niveau du master en 2010 et aura des conséquences importantes pour la formation des enseignants dès septembre 2008.

Le SNUipp déplore qu'une réforme de cette importance, qui touche à l'avenir du métier d'enseignant des écoles, se mette en place entre le 14 juillet et le 15 août sans aucune concertation avec les enseignants et leurs représentants !

Ces annonces confirment la volonté du ministère de l'Éducation Nationale de se désinvestir de la formation initiale des enseignants. Elles conduisent à supprimer une année de formation professionnelle rémunérée et surtout à économiser environ 11000 postes de professeurs d'école stagiaires. De plus l'existence des IUFM, le rôle des IMF comme la dimension professionnelle de la formation sont complètement absents du projet gouvernemental.

Dans ces conditions, l'élévation du niveau de recrutement au niveau du master peut constituer une illusion : les critiques et les insuffisances de la formation actuelle risquent d'être amplifiées par une « mastérisation » menée au pas de charge et qui privilégierait les connaissances académiques.

La revalorisation des enseignants se borne aux débuts de carrière et exclut

l'ensemble des enseignants en poste.

De nombreuses questions sont posées :

- La disparition de l'année de formation professionnelle à l'IUFM se traduira-t-elle par une forte baisse du nombre de postes au concours 2009 des professeurs des écoles ?
- Comment les stages de Formation continue et les décharges de direction actuellement effectués par les stagiaires seront-ils assurés à partir de 2010 ?

- Quel avenir pour les maîtres-formateurs qui exercent en classe et participent à la formation initiale des enseignants ?

L'exclusion des compétences professionnelles dans les épreuves du concours serait

inquiétante et dangereuse si elle était confirmée.

Le SNUipp rappelle qu'enseigner est un véritable métier qui s'apprend. Une bonne formation d'enseignant doit conjuguer la maîtrise des savoirs disciplinaires et professionnels en s'appuyant sur la recherche. Le métier d'enseignant devrait-il être le seul métier à ne nécessiter aucune formation professionnelle ?

Le SNUipp demande la mise en place d'un débat public sur cette question et, dans l'immédiat, d'un moratoire.

L'école sacrifiée ?

Selon des informations ministérielles portées à la connaissance d'une organisation syndicale du second degré, l'essentiel des 13 500 fermetures de postes dans l'Éducation nationale concernerait le premier degré.

Cette annonce, si elle était confirmée, serait incompréhensible et inacceptable : comment comprendre que le nombre de professeurs des écoles diminuerait à la rentrée 2009, alors que les prévisions du ministère de l'Éducation nationale comme celles de l'Insee annoncent une progression de l'ordre de 29 000 élèves ? La suppression de 6 500 postes conduirait à de nombreuses fermetures de classes, à un alourdissement des effectifs, à une diminution de la scolarisation des élèves en maternelle, à une détérioration du système des remplacements... La baisse du nombre de places au concours se traduirait par une diminution considérable de la formation continue et une remise en cause des 3000 décharges de direction assurées par les professeurs des écoles stagiaires au cours de leur formation.

Cette annonce constituerait un bien mauvais cadeau pour les élèves de l'école maternelle et élémentaire. Elle serait une immense régression confirmant le renoncement à une école publique au service de la réussite de tous. Le SNUipp demande solennellement au Ministre de renoncer aux suppressions de postes dans l'Éducation. Il appelle les enseignants des écoles à participer massivement à la première journée d'action, le 11 septembre.

Paris, le 28 août 2008